

BREXIT : STOP OU ENCORE ?

Olivier CADIC

- ▶ Sénateur UC des Français établis hors de France
- ▶ Membre de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat
- ▶ Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises
- ▶ Membre du groupe de suivi du Retrait du Royaume-Uni et de la Refondation de l'UE
- ▶ Membre du groupe de suivi des accords de Défense de Lancaster House



Et si le Brexit n'avait pas lieu ? Et si, à la place, on avait un sursaut de bon sens ? Le 29 mars 2019 approche et à J-140, personne n'est encore capable de dire ce que Brexit veut dire. Au Royaume-Uni, le monde politique se déchire devant une opinion publique exaspérée. Plus de deux ans après le référendum, il n'y a pas l'ombre d'un consensus viable sur la modalité de sortie de l'UE.

Par conséquent, 5 millions de personnes, soit 3 millions d'Européens résidant au Royaume-Uni et 2 millions de Britanniques installés dans l'Union européenne, ne savent pas ce que l'avenir leur réserve. Pourront-ils seulement continuer à vivre et travailler là où ils se trouvent aujourd'hui ? Ceux-ci constituent ma première préoccupation.

Je suis également très attentif à nos entrepreneurs. Les filiales étrangères voudraient se préparer, mais se préparer à quoi ? Qu'il s'agisse de grandes sociétés, dont j'ai rencontré les dirigeants au Sénat, ou de nombreuses start-up françaises que je connais, tout le monde est dans l'expectative. Une situation qui ne favorise pas le climat des affaires outre-Manche.

Déménagement emblématique, celui de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Dans quelques semaines, 200 experts surveilleront le secteur bancaire depuis le quartier d'affaires Paris-La Défense,

récompensé de son long travail de promotion. Les pouvoirs publics jouent aussi leur rôle : un nouveau lycée international (Lucie-Aubrac), inauguré en septembre 2018 à Courbevoie, est censé satisfaire en priorité le personnel de l'ABE. Deux autres lycées internationaux sont prévus à Saclay et à Vincennes... Les citoyens britanniques devraient commencer à s'alarmer. Un mouvement de délocalisation économique insidieux s'engage.

C'est pourquoi, quelle que soit l'issue des négociations avec Bruxelles, il me paraît capital que le gouvernement britannique se présente devant le peuple en lui disant : voilà où nous en sommes, voilà ce que le Brexit va signifier, voulez-vous cette sortie ou rester dans l'Union européenne ?

Avant le référendum du 23 juin 2016, les citoyens n'ont eu que quelques semaines de campagne pour se forger une opinion, sur fond de désinformation éhontée de la part des Brexiters. Rappelons aussi qu'environ 60 % des Britanniques résidant dans l'UE n'ont pas pu voter. En revanche, les citoyens du Commonwealth résidant au Royaume-Uni (Jamaïcains, Pakistanais, néo-Zélandais, Australiens...) ont pu se prononcer sur un sujet qui affecte tous les Européens. Et on dit que les Britanniques ont « démocratiquement » décidé de leur sort ?

Afin de retrouver un consensus, il est nécessaire d'organiser un nouveau référendum par lequel les citoyens européens du Royaume-Uni pourraient, cette fois-ci, avoir le droit de voter. Cette nouvelle consultation populaire est le vœu le plus cher des associations pro-européennes, telles que The3million ou British in Europe, dont je porte la voix en toute occasion. Face à l'hypothèse d'un no-deal, elles exhortent le gouvernement britannique à garantir les droits des citoyens européens, en estimant que le sujet doit être découplé des autres sujets en cours de négociation, comme celui de la frontière irlandaise.

L'Irlande est la pierre d'achoppement principale des discussions. Et pourtant, selon un récent sondage, 66 % des Irlandais du Nord ne veulent déjà plus entendre parler du Brexit ! L'idée du Brexit a-t-elle encore un sens ? Soulignons que la paix en Irlande du Nord doit beaucoup à la médiation de l'Union européenne qui y a investi des milliards d'euros depuis les accords du vendredi Saint. En juillet dernier, nous sommes allés à Belfast avec le groupe de « suivi Brexit » du Sénat, présidé par Jean Bizet. Nous avons vu le mur qui sépare toujours les communautés. Il n'y a plus que trois points de passage la nuit lorsque se referment les portails à 18h00. Rétablir une partition de l'île créerait les conditions d'un retour du conflit entre les Unionistes et les Républicains.

N'oublions pas que l'UE est la première puissance commerciale du monde et que l'euro est la deuxième monnaie de notre économie mondialisée. De nombreux pays rêvent de nous rejoindre, comme les états des Balkans, dont certains sont déjà engagés dans le processus d'intégration. La meilleure solution pour le Royaume-Uni consiste à rester dans l'Union européenne. C'est aussi la meilleure solution pour les autres états européens. Il faut que ce cauchemar prenne fin. ●

« Les citoyens britanniques devraient commencer à s'alarmer. Un mouvement de délocalisation économique insidieux s'engage »